

REPUBLIQUE DU NIGER

ORDONNANCE N° 2010-001 /

du 22 février 2010

Portant organisation des pouvoirs publics
pendant la période de transition.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME POUR LA
RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE**

VU la Proclamation du Conseil Suprême pour la Restauration de la
Démocratie (CSRSD) en date du 18 février 2010 ;

Le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie entendu ;

ORDONNE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- L'Etat du Niger est une République. Il réaffirme son
attachement aux principes de l'Etat de droit et de la démocratie pluraliste.

Conscient de sa responsabilité devant le peuple Nigérien, le Conseil Suprême
pour la Restauration de la Démocratie assure la préservation de l'Unité
Nationale et la cohésion Sociale.

Il assure à tous, l'égalité devant la loi, sans distinction de sexe, d'origine sociale,
raciale, ethnique ou religieuse.

Il garantit, en outre, les droits et libertés de la personne humaine et du citoyen
tels que définis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et
la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981.

Il garantit la restauration du processus démocratique engagé par le peuple
Nigérien.

Les droits et les devoirs susvisés s'exercent dans le cadre des lois et règlements
en vigueur.

Article 2.- L'Etat du Niger est et demeure lié par les Traités et Accords
Internationaux antérieurement souscrits et régulièrement ratifiés.

TITRE II : DU CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE

Article 3.- Le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) est l'instance suprême de conception et d'orientation de la politique de la Nation.

Il est dirigé par un Président qui exerce les fonctions de Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement.

Article 4.- Le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) est investi des pouvoirs législatif et exécutif jusqu'à la mise en place de nouvelles institutions démocratiques.

Article 5.- Un décret du Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) détermine la composition et le fonctionnement du Conseil.

Article 6.- Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) représente l'Etat dans les relations internationales. Il accrédite les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des puissances étrangères.

Les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires sont accrédités auprès de lui.

Article 7.- Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) nomme par décret un Premier Ministre ainsi que les autres membres du Gouvernement de transition et fixe leurs attributions:

Ils sont responsables devant lui.

Il met fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Article 8.- Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie préside le Conseil des Ministres.

Il signe les ordonnances et les décrets.

Il nomme aux emplois civils et militaires.

Article 9.- Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie peut déléguer certaines de ses attributions au Premier Ministre.

Article 10.- Le Premier Ministre anime et coordonne l'action du Gouvernement en fonction des orientations définies par le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie.

TITRE III : DE LA COUR D'ETAT

Article 11.- Il est créé en lieu et place de la Cour Suprême dissoute, une Cour d'Etat dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont fixés par ordonnance du Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie.

TITRE IV : DU COMITE CONSTITUTIONNEL

Article 12.- Il est créé en lieu et place de la Cour Constitutionnelle dissoute, un Comité Constitutionnel dont la composition, les attributions et le fonctionnement seront déterminés par ordonnance du Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie.

TITRE V : DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA COMMUNICATION (ONC)

Article 13.- Il est créé, en lieu et place du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) dissous, un Observatoire National de la Communication (ONC) dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont déterminés par ordonnance du Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie.

TITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

Article 14.- Les autorités administratives en place continuent d'exercer leurs fonctions sauf intervention de dispositions réglementaires contraires.

Article 15.- Les lois et règlements régulièrement promulgués et publiés à la date de signature de la présente ordonnance restent en vigueur sauf abrogation expresse.

Article 16.- Aux fins de la restauration de la démocratie, il sera créé, sous l'autorité du Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, un organe chargé de préparer les textes fondamentaux de la République, notamment la Constitution et le Code Electoral.

La dénomination, la composition et les attributions de cet organe seront fixées par ordonnance.

Le projet de Constitution susvisé sera adopté par le Peuple nigérien par voie de référendum.

Article 17.- A l'issue d'une période qui sera déterminée par le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, celui-ci, ainsi que les autres institutions de la transition feront place aux nouvelles institutions démocratiques.

Un calendrier des différentes échéances politiques sera rendu public par le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD).

Article 18.- La présente ordonnance qui a valeur constitutionnelle pourra, en tant que de besoin, être complétée par d'autres ordonnances.

Des décrets pris en Conseil des Ministres préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente ordonnance.

Article 19.- La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 22 février 2010

**Le Président du Conseil Suprême pour
la Restauration de la Démocratie**

Le Chef d'Escadron SALOU DJIBO

Pour ampliation :

Le Secrétaire Général
du Gouvernement



LARWANA IBRAHIM